



PROVOCATION ENCORE

Dans un rapport sur le projet de loi de finances 2026, un député LR, Philippe Juvin, propose carrément le gel des avancements automatiques des agents publics. Cette mesure uniquement au sein de la fonction publique d'État ferait économiser 1,4 milliard d'euros. Devant l'Assemblée nationale, il a demandé *"un gel des avancements automatiques d'échelons et de grades pourrait être envisagé pour limiter la dynamique salariale"*. En clair, il s'agit de suspendre pendant un an les tableaux d'avancement et les passages d'échelon ! Rappelons que cela fait déjà 15 ans que les passages d'échelon sont supposés compenser l'inflation alors qu'au départ, il s'agissait d'un déroulé de carrière récompensant l'expérience. Or la situation salariale dans la Fonction publique est déjà désastreuse puisqu'avec le gel du point d'indice, nos rémunérations ont perdu 25 % en 20 ans. L'urgence est donc à la revalorisation du point d'indice à hauteur d'au moins 10 % et à refonder les grilles indiciaires.

OPEN BAR

Visons-nous l'efficacité opérationnelle, l'accomplissement intégral des missions qui nous sont confiées ou bien travaillons-nous uniquement pour des indicateurs dévoyés ? Évidemment, la réponse B est de plus en plus fréquente à la DGFIP. Dernier exemple en date, la réorganisation / destruction des PCE de la Drfip44. Si la mission programmation du contrôle fiscal semble préservée (mais pas renforcée...) avec la mise en place d'un Pôle Départemental de Programmation, avec deux A+ à sa tête, quid de la mission expertise ? On se dirige vers une réintégration de l'expertise au sein des grands SIE du département. Avec le risque que la petite cellule « expertise » soit noyée parmi les autres missions et perde rapidement... son expertise. La fraude a explosé avec les remboursements automatiques de crédits de TVA. Nos outils de filtrage comme la GARR (grille d'analyse risque) sont obsolètes et en plus, en raison de la fusion des SIE nantais, le mot d'ordre est de rembourser au plus vite, épicetou. On peut parler aussi de la grille d'analyse des CIR dont on vient d'abaisser tous les critères pouvant déclencher une expertise. Bref, c'est open bar pour la fraude.

MERCI

Nous avons tenu notre AG annuelle cette semaine et nous remercions les camarades qui y ont participé. Cette AG a été aussi un moment d'éducation popu-

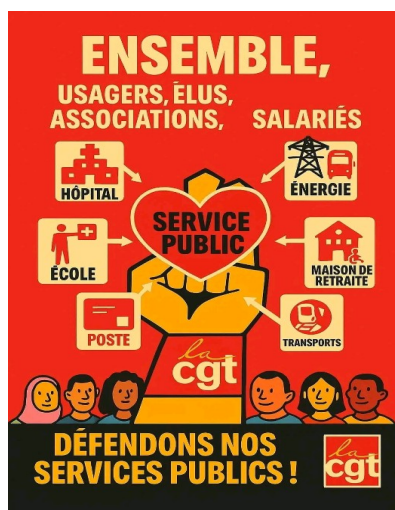
laire avec l'intervention de Martine Ritz, intermittente du spectacle et animatrice de [l'IHS 44](#) (Institut d'Histoire Sociale CGT). Elle nous a fait une prestation remarquable autour du thème des 80 ans de la Sécu et de son fondateur [Ambroise Croizat](#). Et de nous rappeler que [sa fille Liliane](#) a fait toute sa carrière professionnelle aux impôts et à la CGT, évidemment.

LA LOI DU MARCHÉ

Quand ça veut pas... Après avoir galéré pendant 10 mois pour avoir des chargeurs fonctionnels pour les véhicules électriques Zoé, voilà que l'opérateur Engie se désengage du marché nous laissant avec un équipement désactivé ! La Bili s'est fendue d'une note expliquant que dorénavant, l'utilisateur devrait inclure dans son temps de déplacement, un temps de chargement. Formidable, genre on a que ça à faire quand on va sur le terrain. Un collègue a essayé la recharge au supermarché du coin : pas de bol, il faut plus de 16 h pour recharger la voiture. Il faut donc chercher ailleurs une borne de recharge rapide. Pratique, c'est électrique. Au final, ce sera chargement sur une prise classique au CFP, avec le petit chargeur transportable. Cela sera donc quasi impossible d'enchaîner deux trajets avec la même voiture, en attendant le verdict du nouveau marché public.

SERVICES PUBLICS TOUTE LA VIE

Le collectif Services publics de l'UD CGT 44 a produit un support illustrant la place des services publics dans nos vies. Autour du parcours de vie d'une citoyenne, de la naissance à la mort, nous illustrons la présence des services publics dans notre quotidien pour en rappeler l'importance. Les services publics sont du "communisme déjà là" comme dirait Bernard Friot, sortant les services essentiels de la prédation des marchés. Pour la CGT, il faut stopper la casse des services publics par les politiques



néo libérales qui ne voient les politiques publiques qu'uniquement au service du Capital. Pour la CGT, il faut reconstruire nos services publics, car ils sont très abîmés, et étendre leur champ d'action !
<https://lacgt44.fr/spip.php?article4213>